



**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 162**

**du - 7 MAI 2025**

**complémentaire à l'arrêté n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 modifié  
autorisant la société SUEZ RV Nord Est à prolonger la durée d'exploitation  
de son installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la  
commune de Téting-sur-Nied jusqu'au 30 avril 2032**

**Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle  
chargé de l'administration de l'État dans le département**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles R.181-46 et L.541-15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le décret du 9 avril 2025 nommant M. Laurent Touvet, préfet du Pas-de-Calais et sa prise de fonction à compter du 28 avril 2025 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 modifié autorisant la société Sita Lorraine à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux et à exploiter un centre de regroupement/transit de déchets sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du N° 2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019, autorisant la société Suez RV Nord-Est à étendre son installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied et fixant la date de fin d'exploitation au 9 avril 2025 ;
- Vu** le porter à connaissance de modification notable transmis à la préfecture de la Moselle par la société Suez RV Nord-Est le 26 juillet 2024, complété par courriel le 25 novembre 2024, relatif à la modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Téting-sur-Nied par la modification de la durée d'exploitation, jusqu'au 30 avril 2032, et par la modification des capacités moyenne et maximale autorisées, respectivement une baisse de 200 000 tonnes à 100 000 tonnes, et une baisse de 250 000 tonnes à 150 000 tonnes ;
- Vu** l'avis du 25 octobre 2024 de l'agence régionale de santé sur le projet ;
- Vu** l'avis du 22 novembre 2024 de la région Grand-Est sur le projet quant à la compatibilité de cette demande de prolongation de la durée d'exploitation du site de Téting-sur-Nied et de l'abaissement des capacités moyenne et maximale autorisées avec les règles et principes édictés par le SRADDET Grand-Est ;

- Vu** le rapport du 20 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-DCAT-BEPE-86 du 4 mars 2025 portant ouverture de la participation du public par voie électronique du 28 mars au 11 avril 2025 inclus sur le territoire des communes Altviller, Bistroff, Folschviller, Grostenquin, Guessling-Hémering, Lelling, Lixing-lès-Saint-Avold, Pontpierre, Téting-sur-Nied, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont et Valmont ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans ces communes ;
- Vu** le rapport du 28 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 29 avril 2025 informant la société Suez RV Nord Est des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant par courriel du 5 mai 2025 ;

**Considérant** que la demande de la société Suez RV Nord-Est d'abaisser les capacités moyenne et maximale autorisées (respectivement de 200 000 tonnes à 100 000 tonnes, et de 250 000 tonnes à 150 000 tonnes) et de prolonger la durée d'exploitation de son ISDND de 7 ans soit jusqu'au 30 avril 2032 est justifiée par :

- un vide de fouille non-utilisé à la fin d'exploitation du site estimé à 550 000 m<sup>3</sup>,
- la non modification des conditions d'exploitation,
- l'absence d'impacts supplémentaires par rapport au projet actuellement autorisé ;

**Considérant** que le projet faisant l'objet du porter à connaissance doit être compatible avec les objectifs et règles générales du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) conformément à l'article L.541-15 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la règle générale n° 15 du SRADDET stipule de « mettre en place des actions permettant de limiter les capacités à l'échelle régionale pour les déchets non dangereux non inertes [...] de stockage par rapport aux quantités enfouies en 2010, de 50 % en 2025 (soit 781 000 tonnes) » ;

**Considérant** que l'abaissement des capacités moyenne et maximale autorisées (respectivement de 200 000 tonnes à 100 000 tonnes, et de 250 000 tonnes à 150 000 tonnes) ne remet pas en cause les objectifs du SRADDET sur les capacités de stockage de la région Grand Est, au-delà de l'échéance 2025 et sur la nécessité dans les arrêtés préfectoraux d'exploitation de rapprocher les capacités maximales autorisées des capacités moyennes ;

**Considérant** que la prolongation d'exploitation de 7 ans n'est pas de nature à générer des impacts environnementaux supplémentaires, les conditions d'exploitation étant similaires à celles exercées jusqu'alors, notamment en ce qui concerne le trafic routier, l'impact paysager, la biodiversité, les nuisances sonores, et olfactives ;

**Considérant** que la proposition de modification de la durée d'exploitation (jusqu'au 30 avril 2032) et la modification d'abaissement des capacités moyenne et maximale autorisées ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement mais nécessite un arrêté préfectoral complémentaire encadrant ces nouvelles dispositions ;



**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification, bien que non substantielle, qui consiste en une prolongation de l'activité de stockage de déchets non dangereux sur une durée de 7 années supplémentaires, nécessite d'engager une consultation du public par voie électronique sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans les conditions de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement conformément à l'article R.181-46-II du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet de modification ne nécessite pas la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions proposées ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société Suez RV Nord Est, sise rue d'Hémering, lieu-dit Gebruchecken, 57385 Téting-sur-Nied, est tenue de respecter, pour son installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied qu'elle exploite, les prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les prescriptions de l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 sont remplacées par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3540	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installation de stockage de déchets non dangereux	100 000 t/an en moyenne, 150 000 t/an au maximum
2760-2	A	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) autres installations que celles mentionnées au a	Installation de stockage de déchets non dangereux	100 000 t/an en moyenne, 150 000 t/an au maximum
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/jour	Installation de traitement des lixiviats	100 t/jour au maximum
2510-3	A	Carrières (exploitation de), 3. Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 t	Terrassement des casiers	256 500 m <sup>3</sup> sur une surface de 54 513 m <sup>2</sup>

2921-b	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	Tour aéroréfrigérante	1 900 kW
--------	----	---	-----------------------	----------

A (autorisation) – E (Enregistrement) – D (Déclaration) – DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du CE)

L'établissement relève de la section 8 du chapitre 5 du livre V du code de l'environnement : installations mentionnées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles.

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la 3540 relative aux installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.

### **Article 3 : durée de l'autorisation**

L'article 1.4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire N °2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié est modifié comme suit :

*L'arrêté d'autorisation de l'extension cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.*

*L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée jusqu'au premier des deux termes échus suivants :*

- *une durée maximale de 7 ans : jusqu'au 30 avril 2032 ;*
- *pour un volume restant d'enfouissement de 550 000 m<sup>3</sup> ;*

*L'exploitation prendra fin à la première valeur atteinte.*

*La hauteur de la zone à exploiter ne devra pas dépasser la cote NGF 279 après réaménagement.*

### **Article 4 :**

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Altviller, Bistroff, Folschviller, Grostenquin, Guessling-Hémering, Lelling, Lixing-lès-Saint-Avoid, Pontpierre, Téting-sur-Nied, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont et Valmont, et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire des communes susvisées et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach - Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.



## **Article 5 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Altviller, Bistroff, Folschviller, Grostenquin, Guessling-Hémering, Lelling, Lixing-lès-Saint-Avold, Pontpierre, Téting-sur-Nied, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont et Valmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Suez RV Nord Est et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'État  
dans le département,



Richard Smith

## **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

